

KERLÉO Jean-François

Né le 01/06/1982

26 rue Philibert Roussy

69004 Lyon

06 47 99 98 29

jfkerleo@gmail.com

**Situation actuelle**

Agrégé de droit public

Professeur Aix-Marseille Université

Membre fondateur et Directeur scientifique du think tank *l'Observatoire de l'éthique publique*

Fonctions administratives et responsabilités collectives

Fonctions actuelles

Professeur de droit public, Aix-Marseille Université

Membre de l'Institut Louis Favoreu – Groupe d'études et de recherches sur la justice constitutionnelle (GERJC) ;

Co-directeur du DU Religion, liberté religieuse et laïcité de Lyon III et de la Faculté Catholique de Lyon (depuis 2017)

Anciennes fonctions exercées :

Directeur adjoint du Centre de Droit Constitutionnel (CDC) de l'Université Jean Moulin Lyon III (depuis 2018) ;

Membre du Conseil national des Universités (CNU) section 02 (depuis 2015, suppléant) ;

Membre de l'Équipe de Droit Public de Lyon, en charge de l'axe « déontologie de la vie publique » ;

Membre de la Mission de recherche droit et justice : *Renforcer l'efficacité de la protection des lanceurs d'alerte : l'apport du droit comparé et des normes du Conseil de l'Europe*

Directeur du département « Carrières juridiques » à l'IUT de l'Université Jean Moulin Lyon III (2015-2017) ;

Membre du réseau *Observatory on Local Autonomy* (OLA) sur la gouvernance locale en Europe (2008-2012) ;

Membre du bureau de l'Association des jeunes docteurs et doctorants de droit public des Universités Lyon 2, Lyon 3 et Saint-Etienne (AJ3DP-LSE) (jusqu'en 2010).

Cursus universitaire

2012 : Docteur en droit public de l'Université Jean Moulin Lyon III, membre de l'Équipe de droit public (EDP) et du Centre de droit constitutionnel (CDC) de l'Université Lyon 3 :

La transparence en droit. Recherche sur la formation d'une culture juridique, thèse réalisée sous la direction du Professeur Guillaume Tusseau (École de droit de Sciences po Paris, Membre de l'Institut Universitaire de France) et du Professeur Thierry Debard (Université Jean Moulin Lyon III)

2006 : Université Lyon 3 : DEA de droit public fondamental, (mention bien, major de promotion)

2005 : Université Lyon 3 : DESS de droit public des affaires ; DU de juriste d'affaires (mention assez bien)

2004 : Université Rennes 1 : Maîtrise de droit public (mention assez bien)

2000 : Académie de Rennes : Baccalauréat littéraire (mention assez bien)

Enseignements assurés

Depuis 2013 : Cours magistral de **droit constitutionnel** (IUT – semestres 1 et 3 – 60 h) ;

Cours magistral de **droit administratif général** (IUT – semestre 3 – 30 h / et depuis 2017 : faculté de droit – semestre 4 – 36 h)

Cours magistral de **droit administratif des biens** (IUT – 20 h) ;

Cours magistral **d'introduction générale au droit français** (faculté de droit - cours destiné aux étudiants étrangers)

Cours magistral **d'institutions administratives** (M2 carrières publiques - 15 h)

2012-2013 : Cours magistral de **science administrative** (Master 2 carrières publiques, Lyon 3).

2011-2012 : Cours magistral de **droit communautaire** (Préparation concours, IEJ Lyon 3).

Cours magistral de **droit administratif des biens** (2^e année à l'ENTPE de Lyon).

2006-2011 : Travaux dirigés de **droit constitutionnel, droit des libertés publique, droit administratif et droit administratif des biens.**

Publications académiques

Ouvrages

- *La transparence en droit. Recherche sur la formation d'une culture juridique*, Mare et Martin, Bibl. des thèses, Paris, janv. 2016.

- *La rénovation parlementaire à travers l'objectif de valeur constitutionnelle d'intelligibilité et d'accessibilité de la loi*, Publication de l'Université Lyon 3, coll. des mémoires de l'Équipe de droit public, n° 5, 2006 (122 p.).

Articles de revues

- « État des lieux des déclarations déontologiques », *RFDA* n° 3, mai-juin 2018, pp. 495-508

- « Délitement des partis et émergence des mouvements politiques. Une approche constitutionnelle », *RFDC* n° 113, 2018/1.

- « De quelques implications déontologiques de la nouvelle Assemblée nationale », *Constitutions* n° 2, 2017, pp. 306-312.

- « Variations sur le rôle local du parlementaire et ses rapports avec les autorités territoriales », *Revue belge de droit constitutionnel*, volume 2016, n° 4, pp. 309-330.

- « La transparence de la vie publique en droit », *Revue Sens-dessous*, n° 20, sept. 2017, pp 15-27.

- « Les comptes d'ensemble des partis politiques. État des lieux des incertitudes et des enjeux », *RFFP* n° 138, avril-septembre 2017, pp. 233-260.

- « Le fait majoritaire. Chronique d'une mort annoncée ? », *Juspoliticum* n° 18, juillet 2017, pp. 337-354.

- « La contribution du chercheur à la transparence de la vie publique », *Annales de droit*, n° 11, juin 2017, pp. 107-130.

- « La conformité déontologique, critère supplémentaire de sélection des membres du Gouvernement », *blog Jus Politicum*, 20 mai 2017.

- « L'autre cohabitation. Essai de politique fiction », *Revue Esprit*, 11 avril 2017, (en ligne).

- « Le droit parlementaire local », *RFDC* n° 107, avril 2017, pp. 103-120.

- « Les primaires contre la Ve République ? », *Revue Esprit*, 13 février 2017, (en ligne).

- « Le financement des primaires à l'élection présidentielle », in *Le prochain Président de la République : des « constructions en état d'achèvement futur »*, *Petites Affiches* (numéro spécial), 3 fév. 2017, pp. 11-15.
- « La délégation d'articles en droit parlementaire, une troisième voie entre commissions permanentes et spéciales », *Politéia*, n° 29, printemps 2016, p. 63.
- « Déontologie et santé publique en droit constitutionnel », *Médecine et Droit*, n° 141, 2016, pp. 154-161.
- « Les autorités publiques sont-elles des lanceurs d'alerte comme les autres ? Les spécificités françaises du régime de l'alerte éthique », *Le Revue des Droits de l'Homme*, n° 10, 2016.
- « Propositions en vue d'améliorer la réforme sur le non-cumul des mandats », *Revue politique et parlementaire*, n° 1076, 2015, pp. 119-128.
- « Concept de recentralisation et réformes territoriales en Europe et au-delà », *Revue Internationale de Droit Comparé*, n° 3, juill.-sept. 2015, pp. 795-821.
- « La publicité-exemplarité. Le droit de la publication des sanctions administratives et juridictionnelles », *RFDA* n° 4, juill.-sept 2015, pp. 751-761.
- « L'archéologie des rapports entre le droit et la déontologie en France », *Revue d'études Benthamiennes* n° 13, 2014-2015.
- « La relativité ontologique du droit », *Jurisprudence, Revue Critique*, n° 5, sept 2015.
- « L'imaginaire, un outil d'analyse méthodologique du droit », *Revue Internationale de Sémiotique Juridique*, vol. 28, Issue 2 (2015), pp. 359-370.
- « Réforme territoriale et démocratie locale », *Les Petites Affiches* n° 47, 6 mars 2015, pp. 4-10.
- « Les difficultés d'exécution du jugement administratif entre deux personnes privées », *JCP A* n° 50, déc. 2014, pp. 30-31.
- « Les lois non déferées au contrôle de constitutionnalité *a priori* », *Revue générale du droit*, 15 déc. 2014.
- « À propos de quelques paradoxes sur la fronde des élus de la majorité », 2 nov. 2014, disponible sur le site de Pascal Jan *droit-public.net*, <http://www.droitpublic.net/spip.php?article5019>.
- « L'auto-saisine en droit public français », *RFDA*, mars-avril 2014, pp. 293-303.
- « Plaidoyer en faveur d'une réforme de l'article 40 de la Constitution », *RFDC*, oct. 2014, pp. 507-531.
- « L'encadrement de l'exécution des marchés publics par le droit de l'Union européenne. Réflexions sur la proposition de directive relative à la passation des marchés publics du 20 décembre 2011 », *Contrats et marchés publics*, janv. 2013, pp. 7-12.
- « L'autonomie des établissements publics. L'exemple du droit portuaire », *AJDA*, n° 13, 11 avril 2011, pp. 716-721.
- « La gouvernance en droit. À la poursuite de l'imaginaire juridique de la notion », *Annales de droit*, n° 5, 2011, pp. 83-123.

Chapitres d'ouvrages collectifs

- « L'usage politique du *Name and Shame* et le droit », in *Néolibéralisme et américanisation du droit*, F. Bottini (dir.), Mare et Martin, (à paraître).
- « Les obligations de déclaration de patrimoine et d'intérêt », in *Le risque de corruption*, J.-M. Brigant (dir.), Dalloz, Thèmes et Commentaires, Paris, 2018, pp. 43-58.
- « Le juriste-citoyen Réflexions sur la méthode scientifique et l'engagement du professeur », in *Des petits oiseaux aux grands principes*, Mélanges en hommage au Professeur Jean Untermaier, Mare et Martin, Liber amicorum, 2018, pp. 513-529.
- « Le périmètre des comptes des partis politiques », in *Transparence et moralisation de la vie publique*, E. Forey, M. Meyer (dir.), éditions Varennes, décembre 2017.
- « Qu'est-ce qu'un lanceur d'alerte ? Classification et conceptualisation d'une catégorie juridique insaisissable », in *Les lanceurs d'alerte*, M. Disant, D. Pollet-Panoussis (dir.), LGDJ, mai 2017, pp. 7-49.
- « La transparence de l'action administrative à l'épreuve du fichier », in *Le Fichier*, S. Mauclair, F. Eddazi (dir.), Paris, LGDJ, coll. colloques, mai 2017, pp. 185-198.
- « La transparence administrative ou le néolibéralisme technocratique à la française », in *Le néolibéralisme et le droit*, F. Bottini (dir.), Paris, Mare et Martin, coll. colloques en droit, mai 2017, pp. 361-380.

- « L'internationalisation de la transparence publique, entre diversité des droits nationaux et montée en puissance de l'open data », (sous la dir.), in *Open data et intégrité publique. Les technologies numériques au service d'une démocratie exemplaire*, Haute autorité pour la transparence de la vie publique pour le Sommet Mondial du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert, Paris, 2016, pp. 80-87.
- « Les politiques saisies par la déontologie » (co-écrit avec P. Blachère), in *Déontologie et droit public*, P. Blachère (dir.), LGDJ, Lextenso éditions, mai 2014, pp. 15-38.
- « L'analyse économique des projets de loi dans les études d'impact - Bilan critique du droit constitutionnel économique émergent », in *Les études d'impact accompagnant les projets de loi*, Paris, LGDJ, 2012, pp. 133-151.
- « Communication politique et publicité des actes et débats du Parlement. Réflexions autour de l'instrumentalisation de la publicité parlementaire », in *Droit et communication politique*, F. Robbe (dir.), PUAM 2010, pp. 37-81.

Commentaires de textes ou de jurisprudences

- « Les dispositions relatives aux élus et membres du Gouvernement », in dossier *La loi peut-elle redonner confiance dans la vie politique*, AJDA n° 39/2017, 20 nov. 2017, pp. 2246-2255.
- « Les enseignements de la décision du Conseil constitutionnel sur le temps d'émissions pour la campagne officielle des élections législatives », *blog Jus Politicum*, 6 juin 2017.
- « Le préalable parlementaire ou l'art de l'esquive selon le Conseil constitutionnel. Brèves réflexions à partir de la décision n° 2014-709 DC du 15 janvier 2015 », printemps 2015, *Politéia*, n° 27, pp. 69-80.
- « Un développement de la vidéoprotection », *Droit Administratif*, oct. 2014, pp. 33-35.
- « Le Conseil constitutionnel au soutien du fait majoritaire. Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel n° 2013-677 DC du 14 novembre 2013, *Loi organique relative à l'indépendance de l'audiovisuel public* », *Politéia*, sept. 2014.
- « Le secret des affaires à l'épreuve de la transparence en matière de protection de l'environnement. À propos de l'arrêt de la CJUE du 15 janvier 2013, *Krizan e. a.* », *Revue Juridique de l'Environnement*, n° 4, déc. 2013.

Autres publications

Ouvrage

- *Le Parlement du futur. Non-cumul des mandats et autres idées de réforme*, (co-écrit avec C. Untermaier), Éditions Fauves, coll. Le droit fil, oct. 2016.

Articles de vulgarisation, tribunes et autres

- « L'affaire Benalla révèle que les zones de non-droit persistent à l'Élysée », *Huffington post*, 27 juillet 2018.
- « Pour une plus grande reconnaissance et transparence des cabinets ministériels », *Acteurs publics*, 18 juin 2018.
- « La déontologie, grande absente de la révision constitutionnelle », *LeMonde.fr* du 27 juin 2018
- « Réforme des institutions : pourquoi le climat et le service national ne seront-ils pas inscrits dans la Constitution ? », *le blog du club des juristes*, 9 avr. 2018.
- « Trois questions sur les mécanismes déclaratifs imposés aux parlementaires », *le blog du club des juristes*, 17 nov. 2017.
- « La réduction du nombre de députés n'est pas conciliable avec la démocratie et le pluralisme », *Le Monde*, 24 juill. 2017.
- « Trois questions sur la moralisation de la vie publique », *le blog du club des juristes*, 29 mai 2017.
- « La réforme sur le casier judiciaire permettra-t-elle une meilleure sélection des candidats à l'élection présidentielle ? », 7 fév. 2017, *Huffington post*.
- « Les ateliers législatifs citoyens (ALC4) », in *Le Panorama de l'innovation locale - édition 2015*, T. Germain (dir.), *Fondation Jean Jaurès* (en collaboration avec), Les Nouvelles Éditions François Bourin, coll. Savoir citoyen, nov. 2014.

- « Pour un Parlement des jeunes en France », *Fondation Jean Jaurès*, Observatoire de l'action publique, 26 nov. 2014.
- « Réduction du nombre de députés. Pourquoi c'est une fausse bonne idée », *Atlantico*, 26 oct. 2014.
- « Les Ateliers législatifs citoyens. Partage d'une expérience de démocratie participative », *Fondation Jean Jaurès*, Observatoire de l'innovation locale, 17 oct. 2014.
- « Le non cumul des mandats ou l'occasion d'un renouveau délibératif de la démocratie », *Fondation Jean Jaurès*, Observatoire de l'action publique, 8 oct. 2014.
- « Faites de la politique, Fête de la politique », *Huffington post*, 2 juin 2014.
- « L'état de la régionalisation dans le monde », rapport pour le Conseil régional Rhône-Alpes, mars 2013 (30 p.).

Colloques

1) Organisation de manifestations scientifiques

- Organisation d'un cycle de conférences de théorie du droit avec l'AJ3DP-LSE, en partenariat avec l'école doctorale droit-philosophie de Lyon-Saint-Étienne, 2008-2010.
- Organisation de la journée d'étude de l'Association des jeunes docteurs et doctorants de droit public Lyon-Saint-Etienne, *Espaces du droit et droit des espaces*, avril 2009.
- Organisation de la journée d'études du Centre de Droit Constitutionnel de l'Université Jean Moulin Lyon 3, *L'exception d'inconstitutionnalité. Un nouvel outil de procédure*, nov. 2009.
- Organisation à l'Université Jean Moulin Lyon 3 d'un cycle de conférences, *La solidarité en droit constitutionnel*, avril 2010.
- Organisation à l'Université Jean Moulin Lyon 3 de la Journée décentralisée de l'AFDC *Sciences médicales et droit constitutionnel*, 4 déc. 2015
- Organisation, et Présidence, à l'Université Jean Moulin Lyon 3 de la Conférence-débat sur la transparence de la vie publique, à l'occasion de la parution du 1^e rapport de la HATVP, 24 mars 2016.

2) Participation à des manifestations scientifiques

- Intervention au colloque du GERJC d'Aix-Marseille Université, *Du pouvoir exécutif au pouvoir gouvernant*, 4 oct. 2018.
- Intervention au colloque du Centre de Droit Constitutionnel de l'Université Lyon 3, *Droit et communication politique*, févr. 2008.
- Intervention au colloque international du centre de philosophie de l'Université de Rennes 1, *L'individu libéral est-il transparent ?*, colloque international, Université de Rennes 1, UFR de Philosophie, IEP de Rennes, avr. 2009.
- Intervention au colloque *L'autonomie en droit*, organisé par l'AJ3DP-LSE, avr. 2010.
- Intervention au colloque du Centre Bentham à l'IEP de Paris, *La déontologie publique : trajectoire et présence d'une notion ambiguë – 1^{ère} séance La transparence : principe et limites*, 14 mai 2014.
- Audition dans le cadre de la mission présidée par Jean-Louis Nadal, *Renouer la confiance du public*, rapport au Président de la République sur l'exemplarité des responsables publics, 28 nov. 2014.
- Intervention au colloque *L'influence du néolibéralisme anglo-saxon sur le droit public français*, organisé par le Laboratoire d'études en droits fondamentaux, des échanges internationaux et de la mer l'Université Le Havre-Normandie, 12 et 13 nov. 2015
- Intervention au colloque *Le fichier*, organisé par le Centre de Recherche Juridique Pothier de l'Université d'Orléans, 26 et 27 nov. 2015.
- Intervention à la Journée d'études *Sciences médicales et droit constitutionnel* de l'Université Jean Moulin Lyon 3, Journée décentralisée de l'AFDC, 4 déc. 2015
- Conférence sur le thème *La contribution du chercheur à la transparence de la vie publique*, organisé par le Centre de recherches Droits et Perspectives du droit de l'Université de Lille 2, 13 oct. 2016.
- Conférences sur le thème *La transparence de la vie publique*, organisé par l'Institut du Développement et de la Prospective de l'Université de Valenciennes, 14 oct. 2016.

- Intervention au colloque *La notion d'intérêt(s) en droit*, organisé par le Centre de Recherche Juridique Pothier de l'Université d'Orléans, 12 et 13 oct. 2017.
- Intervention au colloque *Néolibéralisme set américanisation du droit*, organisé par le Laboratoire d'études en droits fondamentaux, des échanges internationaux et de la mer de l'Université Le Havre-Normandie, 16 et 17 nov. 2017.
- Intervention au colloque *Risque de corruption*, organisé par la Faculté de droit, de sciences économique et de gestion de Le Mans Université, 1^{er} déc. 2017.
- Intervention au colloque *Archives et déontologie : mode ou nécessité ?*, XVI^e Journée d'archivistiques d'Angers sur le thème « Droit et déontologie : une frontière invisible ? », 16 fév. 2018.

Expériences professionnelles

- 2014-2015** : Titulaire du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA)
- 2013-2016** : Attaché parlementaire à l'Assemblée nationale
- 2012-2013** : Chargé de mission à la région Rhône-Alpes
- 2012-2013** : Chargé d'enseignements à l'École nationale des travaux publics de l'État
- 2009-2011** : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)
- 2007-2009** : Allocataire de recherche - moniteur

Langues étrangères

Italien (lu, écrit, parlé), Anglais (lu, parlé), Allemand (notions), Espagnol (notions)

Divers

- 2014** : Élève-avocat stagiaire au cabinet Lamy Lyon (droit des contrats publics, droit de l'urbanisme et de l'environnement)
- 2012** : Élève-avocat stagiaire au cabinet Adamas Lyon (droit de l'urbanisme)
- 2005** : Stagiaire au cabinet d'avocats Ernst and Young à Lyon (droit des contrats publics)
- 2008 - 2012** :
 - Membre fondateur du bureau de l'Association des jeunes docteurs et doctorants de droit public des Universités Lyon 2, Lyon 3 et Saint-Etienne (AJ3DP-LSE) jusqu'en 2010